

**Convention collective**

**ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS  
DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE,  
EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES  
ET DE CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION  
DE MATÉRIELS AGRICOLES  
(EURE)**

**(28 juin 1985)**

(Etendue par arrêté du 14 janvier 1986,  
*Journal officiel* du 4 février 1986)

■ *Journal officiel* du 20 août 2005

**Arrêté du 9 août 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les entreprises et exploitations de polyculture et d'élevage et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du département de l'Eure**

NOR : AGRF0501885A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1986 portant extension de la convention collective de travail du 28 juin 1985 concernant les entreprises et exploitations de polyculture et d'élevage et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du département de l'Eure et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 2 mars 2005 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 21 juin 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'avenant n° 37 du 2 mars 2005 à la convention collective de travail du 28 juin 1985 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du département de l'Eure sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion :

- de l'article 33 *bis* (Travail de nuit à titre régulier) de la convention, tel que créé par l'avenant précité, comme contraire aux dispositions des articles L. 213-1 à L. 213-4 du code du travail ;
- du cinquième alinéa de l'article 72 (Indemnité de départ à la retraite) de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant précité, comme contrevenant aux dispositions de l'article L. 122-14-13 du code du travail.

L'article 1<sup>er</sup> de l'avenant susmentionné est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 713-6 du code rural et de l'article 7.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles relatives aux majorations pour heures supplémentaires.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 28 juin 1985 précitée.

### Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 août 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail  
chargé de la sous-direction  
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/21 en date du 25 juin 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.